

DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE

Une dizaine de milliards de dollars mobilisée

Une enveloppe de 10 milliards de dollars environ est consacrée au développement du transport ferroviaire en Algérie

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ainsi, le ministère des Transports a alloué une enveloppe de deux milliards de dollars pour l'acquisition de nouveaux trains de longues distances, comme l'a constaté l'Agence nationale de presse. A ce propos, le ministre de tutelle, Amar Tou, avait récemment indiqué que les cahiers des charges relatifs à l'acquisition de ces trains sont en cours d'élaboration. D'autre part, une dotation de 127 milliards de dinars, soit près de deux milliards de dollars également, a été consacrée par les pouvoirs publics à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) pour l'accompagner dans la réalisation de son programme d'investissement pour la période 2012-2015. Il s'agit de financer l'exécution de projets relatifs au renouvellement et au développement du matériel roulant. Précisons que le plan d'investissement de la SNTF porte sur la réhabilitation et la modernisation du matériel

existant ainsi que l'acquisition de nouveaux matériels. De même, la SNTF compte lancer prochainement un appel d'offres pour l'acquisition de 30 nouvelles locomotives diesel électriques, dont quatre prévues pour 2013, 15 pour 2014 et 11 pour 2015. En outre, 17 autorails de grandes lignes sont à acquérir afin d'assurer le transport des voyageurs sur les nouvelles lignes en cours de réalisation, alors que 8 autorails sont programmés pour 2014 et 9 autres en 2015. Le transport ferroviaire des voyageurs sera aussi renforcé par l'achat prévu de 20 automotrices électriques de grandes lignes et de 30 voitures-couchettes pour les trains de nuit. Rappelons, par ailleurs, que pour la seule année en cours, 13 projets ferroviaires sont lancés en travaux ou en cours de l'être à travers le territoire national pour une enveloppe globale de 362 milliards de dinars (près de 5 milliards de dollars). Ce programme, qui



Photo : Samir Sid

sera pris en charge par des entreprises nationales, comprendra, en effet, la réalisation de 643 km de nouvelles lignes ferroviaires, la rénovation de 225 km et la modernisation des infrastructures ferroviaires de la banlieue d'Alger. Les nouvelles lignes devraient relier Laghouat à Djelfa (110 km), Djelfa à Boughezoul (140 km), Boughezoul à Ksar El Boukhari, dans la wilaya de Médéa, sur

40 km. Il s'agit également des lignes Touggourt - Hassi Messaoud (154 km), Mecheria - El Bayadh (130 km), Hassi Mefsoukh (Oran)-Mostaganem (56 km), Arzew-Arzew-ville (7 km), ainsi qu'une nouvelle ligne pour raccorder la ville de Béni Saf (3 km) et une autre à Alger reliant Bab Ezzouar à l'aéroport international Houari-Boumediène sur 3 km. Les lignes à moderniser (225 km)

touchent Es Sénia (Oran)-Aïn-Témouchent (53 km), Constantine-Ramdane Djamel (15 km) en plus d'une ligne ferroviaire minière à l'est du pays. Quant aux installations liées au réseau ferroviaire de la banlieue algéroise, elles feront également, l'objet de travaux de modernisation et d'extension, la ligne Birtouta-Zéralda étant inscrite parmi ces travaux. Ce qui permettrait de couvrir les besoins en transport à l'horizon 2015 notamment, période durant laquelle le trafic des voyageurs devrait atteindre les 84 millions de passagers, en croissance de 160%, tandis que le fret devrait concerner 13 millions de tonnes, en évolution de 190%. Et d'autant que la SNTF, gère aujourd'hui un réseau de 4 440 km et 3 854 km de lignes en exploitation dont 490 km de lignes en double voie, 3 404 km en voie unique et 323 km en voie électrifiée. Le réseau de l'entreprise compte 247 gares, 212 haltes, 52 km de tunnels, plus de 7 600 ouvrages d'art et quelque 1 400 passages à niveau.

C. B.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Le dépistage est primordial, selon le mouvement associatif

Si les autorités sanitaires parlent d'une épidémie peu active avec une faible prévalence, les associations de lutte contre le sida insistent sur l'urgence d'une réelle sensibilisation des jeunes sur cette pathologie et de minimiser le poids des tabous. Ceci d'autant que la maladie est en progression.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - La journée mondiale de lutte contre le sida est encore une fois, l'occasion pour le mouvement associatif activant sur le terrain de rappeler, que si le nombre de cas n'est pas très important, la maladie avance quand même tant que la contamination continue. Ainsi, le premier mode de contamination en Algérie est la voie sexuelle. Un des moyens de lutte contre le sida reste le dépistage. Il existe actuellement 55 centres de dépistage sur le territoire

national, alors que les centres de prise en charge au nombre de 15 devraient connaître un développement selon le mouvement associatif, vu que la maladie progresse. «Dénonçant le silence qui tue plus que la maladie», les associations plaident pour une sensibilisation sur le VIH, à travers des campagnes d'information et lever ainsi les tabous qui touchent les malades et ralentissent les opérations de dépistage. Ils appellent ainsi, à un changement des comportements vis-à-vis de la maladie. Le nombre de cas annoncés par l'Institut Pasteur depuis l'apparition de la maladie en Algérie, en 1985, s'élève à 1345, tandis que celui des personnes séropositives est estimé à 6000 cas, alors que 73 nouveaux cas entre séropositifs et porteurs de symptômes ont été recensés depuis le début de l'année 2012 par le laboratoire de référence du VIH sida à l'Institut Pasteur. En ce qui concerne la stratégie mise en place par le ministère de la Santé, elle s'inscrit dans

le cadre de la riposte mondiale contre le sida et ce, conformément aux recommandations internationales ratifiées par l'Algérie, notamment la nouvelle déclaration politique sur le sida adoptée en juin 2011 fixant de nouveaux objectifs d'ici 2015. Il s'agit ainsi, de «réduire de moitié, la transmission du VIH par voie sexuelle et chez les consommateurs de drogues injectables, d'accroître l'accès à la thérapie antirétrovirale pour que 15 millions de personnes reçoivent un traitement, de réduire de moitié la mortalité due à la tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH et d'éliminer les nouvelles infections à VIH chez l'enfant». Ainsi un groupe de travail a été mis en place à la Direction de la prévention du ministère de la Santé. Les experts noteront par ailleurs que les chiffres ne reflètent qu'en partie l'ampleur de l'épidémie VIH, ceci d'autant que le nombre de nouveaux diagnostics est en constante augmentation au cours des der-

nières années. Au niveau mondial, a été observée une chute de 50 % des nouvelles infections au VIH dans 25 pays, alors qu'il reste 1000 jours pour que soient atteints les objectifs mondiaux de la riposte au sida. Parmi les objectifs fixés pour 2015, il s'agit de réduire de moitié la transmission du VIH par voie sexuelle, d'éliminer la transmission verticale du VIH et réduire de moitié, la mortalité maternelle liée au sida ainsi que d'empêcher toute nouvelle infection au VIH parmi les consommateurs de drogues. Parmi les objectifs, figurent aussi la nécessité d'assurer l'accès universel aux thérapies antirétrovirales pour les personnes vivant avec le VIH admissibles au traitement et de réduire de moitié, le nombre des pays dotés de lois et de pratiques punitives à l'égard de la transmission du VIH, du travail du sexe, de la consommation de drogues ou de l'homosexualité.

F-Z. B.

UN SÉMINAIRE INTERNATIONAL Y EST CONSACRÉ

Comment réguler l'audiovisuel

Les conférences du matin ont porté surtout sur la régulation. Elle s'impose, selon les intervenants, pour que le droit du citoyen à l'information ne soit pas sacrifié sur l'autel du profit et pour que la liberté économique des entreprises médiatiques ne soit pas entravée non plus.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le ministère de la Communication qui prépare un avant-projet de loi sur l'audiovisuel a organisé ce séminaire international pour mettre à profit les expériences étrangères dans le domaine, les expériences européennes notamment. Le séminaire, ouvert hier, se déroule sur deux jours et, en plus des conférences, la journée d'aujourd'hui verra l'organisation d'ateliers qui seront ponctués par des recommandations. Dans ce contexte, il

convient de noter que la commission en charge de l'élaboration de ce texte réglementaire, rassure le ministre de la Communication, M. Mohamed Saïd, «avance bien dans son travail et l'avant-projet de loi devrait bientôt échoir au Parlement». «Nous allons doucement pour éviter qu'il y ait anarchie», a-t-il avancé.

Selon le Français Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), «la régulation est aujourd'hui la voie la plus adaptée pour accompagner les transformations de

l'espace public, sans les subir passivement : pour faire en sorte que l'information soit à la fois libre et responsable, mais aussi que les mécanismes de la mondialisation consolident la diversité et la richesse culturelle des nations au lieu de les réduire et de les simplifier à outrance».

CSA belge, une expérience à méditer

La question clé du séminaire était de savoir, justement : «Comment réguler ?». Or, a établi M. Bourges, «la régulation n'est ni la réglementation, ni le gendarme». C'est plutôt une «manière moderne pour les Etats d'accompagner les évolutions économiques, sociales, culturelles, en assurant une plus gran-

de liberté aux acteurs auxquels elle s'applique». Elle passe, a-t-il ajouté, «par la création d'instances indépendantes chargées d'appliquer au cas par cas les dispositions prévues par la loi».

L'ancien président du CSA belge, M. Marc Janssen, lui, était plus concret en évoquant l'indépendance du régulateur. «Elle doit être d'abord organique, par rapport aux pouvoirs politiques habilités à désigner les membres constituant l'instance de régulation et ensuite, fonctionnelle (financement)», a-t-il souligné.

Ainsi, le Conseil qu'il dirigeait — fort d'un budget annuel de 2,2 millions d'euros — est composé de membres issus de courants politiques différents : gauche, droite, centre et écologistes. «Un pluralisme interne qui constitue

son point fort car, étant donné que les décisions sont prises de manière collégiale, à l'unanimité, les risques d'émettre des avis biaisés est faible». Une telle instance doit aussi notifier ses décisions et les rendre publiques en toute transparence. Tout comme les voies de recours qui doivent être rapides et facilement accessibles.

M. Janssen n'a, néanmoins, pas manqué de signaler le point faible de ladite instance : «Elle éprouve parfois des difficultés à imposer ou à faire adhérer des privés à ses décisions.» La régulation étant une convention entre les acteurs et le régulateur sur des modes de fonctionnements s'écartant des mécanismes du marché.

L. H.